



UNIVERSITÉ PARIS II
PANTHÉON - ASSAS

MME EMMANUELLE CLAUDEL

PROFESSEUR EN DROIT PRIVÉ

Publications

Manuels

- « Contentieux de la concurrence », Ed. Concurrences, à paraître
- « L'application en France du droit des pratiques anticoncurrentielles », LGDJ 2008. Co-rédaction de l'ouvrage (avec M.-C. Boutard Labarde ; G. Canivet, V. Michel Amsellem et J. Vialens)

Participation à des ouvrages collectifs

- Dalloz Action Droit de la consommation, sous la dir. de D. Fenouillet. Chargée du Titre III consacré au Droit de la concurrence (2020 - à paraître)
- « Sanctions en droit de la concurrence et concurrence des sanctions », Edition Mare & Martin 2017, sous la dir. de J.-F. Calmette. Contribution : Les conséquences de la QPC du 18 mars 2015 (principe du non cumul des sanctions), pp.147-187
- « Dictionnaire des régulations », Lexis Nexis 2016. Contribution : Pratiques anticoncurrentielles : Les ententes. Fiche 51, pp. 474-486
- « La protection du co-contractant vulnérable », Editions Larcier 2016. Contribution : La protection du contractant vulnérable en droit de la concurrence : une approche pragmatique, pp 83-125
- « Réformes du droit civil et vie des affaires », Thèmes et commentaires Dalloz 2014. Contribution : « Perspectives du droit européen des contrats », pp.2019 à 240
- « Les sanctions en droit contemporain, Vol.1. La sanction, entre technique et politique », sous la direction de D. Fenouillet et C. Chenais, Dalloz coll. Esprit du droit, 2012. Contribution : « La sanction en droit de la concurrence, une institution au cœur de la matière »
- « Vingtième anniversaire de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986 », Litec, Débats et colloques, 2007. Contribution : «Quelle influence du droit européen sur la procédure de concurrence»
- « La modernisation du droit de la concurrence », LGDJ 2006. Contribution : La processualisation du droit de la concurrence »
- « Le nouveau droit des pratiques restrictives de concurrence », Dalloz Thèmes et commentaires 2006. Contribution : « L'abus de puissance économique d'achat »,
- «La réception du droit communautaire en droit privé des Etats membres », Atelier de droit des obligations, Bruylant 2003, p. 284.

- « Droit international économique », Pedone 2003. Chargée des chapitres 37-3 (Les pratiques anticoncurrentielles) et 76 (Les techniques contractuelles d'adaptation du contrat à l'évolution des circonstances économiques).

Contributions à colloques et séminaires

- Autonomie et notion d'entreprise, *in* Autonomie et droit de la concurrence, colloque Cour de cassation 29 nov. 2019, Contrat concurrence consommation juin 2020 (à paraître)
- Urgence et concurrence : Les autorités de concurrence peuvent-elles intervenir à temps ? *in* séminaire Procédure et droit de la concurrence, organisé par la revue Concurrences, 3 fév. 2020, Concurrences.com
- Quelles nouveautés procédurales à la suite de la directive ECN+ ? Le droit français à repenser à la suite de l'invalidation partielle de la loi Pacte, *in* Les droits de la concurrence d'une réforme à l'autre, Afec 23 mai 2019. Contrats concurrence consommation juillet 2019, pp. 19-25
- La temporalité du droit de la concurrence est-elle adaptée au numérique ? *in* Concurrence et numérique, Cahiers de droit de l'entreprise n° 3, mai-juin 2019, pp. 42-45.
- Actions en réparation des pratiques anticoncurrentielles : état des lieux en France et dans l'union, Conférence annuelle de la Revue Concurrences organisée à la Première Chambre de la Cour d'appel de Paris en partenariat avec la Cour d'appel de Paris et l'École Nationale de la Magistrature, 29 mars 2018, Concurrences.com
- Responsabilité au sein des groupes en droit de la concurrence : un exemple à suivre ? *in* Indépendance juridique de la personne morale versus dépendance économique, actes du colloque « Indépendance juridique de la personne morale, versus dépendance économique » 8 déc. 2016, Université Paris 10 Nanterre, Cahiers de droit de l'entreprise n° 5, Septembre 2017, dossier 27
- « L'application du droit de la concurrence au secteur numérique », 17 nov. 2016, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, Etude de cas fictifs (droit comparé France, UE, Allemagne, Japon, Chine, Etats-Unis), Revue concurrences n°2-2017
- La décision d'une autorité de concurrence comme preuve », *in* Les actions indemnitaires des pratiques anticoncurrentielles après la loi sur l'action de groupe et la directive européenne (Colloque ADPC sept. 2014), Revue Lamy de la concurrence, janv. Mars 2015, pp. 177-18
- « La concurrence des institutions et des actions : Quelle articulation optimale ? », *in* La réparation des dommages concurrentiels en France et en Europe : Etat des lieux et changements à venir. (colloque Paris mai 2014), Concurrences n°3-2014
- « L'essor des sanctions en droit de la concurrence : quelle efficacité ? Quelles perspectives ? », *in* A propos de la modernisation du droit de la concurrence. Bilan de l'année 2013 et perspectives, Colloque AFEC 11 février 2014, CCC mai 2014.
- « Régulation de la distribution par les autorités de concurrence. Quels objectifs ? », *in* Le droit de la concurrence en France et en Europe : Questions de concurrence, *in* Revue Lamy droit des affaires n°83 n° spécial 2013
- L'articulation entre la procédure d'avis et la procédure contentieuse devant l'Autorité de la concurrence, 10 juillet 2013, Cycle Procédure et droit de la concurrence Revue Concurrences, Concurrences.com
- Procédures de non-contestation et transaction Paris, 20 déc. 2012, Séminaire

Procédure Concurrence, Concurrences.com

- Comment constituer un bon dossier de mesures conservatoires ? », en collaboration avec E. Durand et P. Hubert, Concurrences n°2-2012, www.concurrences.com
- « Le luxe et le droit de la concurrence. Entre bienveillance et rigueur », in « Le luxe et le droit », actes du colloque organisé le 15 septembre 2011 par l'Université Nancy 2, RLDA, déc. 2011 n°3804 p. 122
- Exposé introductif au colloque organisé par l'AFEC le 3 mars 2011, « L'année 2010 en droit de la concurrence », *Contrats concurrence consommation* juin 2011 p.6
- "Faciliter l'établissement des conditions de la responsabilité", in « Le livre blanc sur les actions en dommages et intérêts pour infraction aux règles communautaires sur les ententes et les abus de position dominante », colloque organisé conjointement par l'AFEC et le collège européen de Paris, (Paris, 13 juin 2008), *Concurrences* n°2-2009, pp. 28-40 ;
- « Les injonctions », in Les sanctions judiciaires des pratiques anticoncurrentielles, colloque univ. Paris 1 29 av. 2004, *LPA* 30 janvier 2005, n° spéc
- Rapport de synthèse, « Regards croisés sur les pratiques commerciales », colloque Université du Maine , 16 mai 2003, *Revue juridique de l'Ouest* n°2005-1, pp.39-54
- « Actualité du droit français des pratiques anticoncurrentielles », in (Cour de cassation le 5 décembre 2003), *LPA* 9 déc. 2004, n° spéc.
- « Le sacrifice du consentement en droit de la concurrence, consécration ou sacrifice ? », in « Le droit civil des affaires. Rôle et place des mécanismes fondamentaux du droit civil en droit des affaires », colloque Université Paris X Nanterre en l'honneur de Michel Jeantin, *RTDCom* 1999, p. 291

Articles (hors colloques)

- Groupe de sociétés : incidence de choix procéduraux différenciés en droit de la concurrence, Bull. joly 2018
- Les sources vives du droit de la concurrence, in Mélanges Claude Lucas de Leyssac, LexisNexis 2018, pp. 57-114
- Action en réparation des dommages concurrentiels subis par une collectivité publique : quel tribunal compétent ? (débat avec le Pr A. Louvaris, AJCA n°2016-1, p. 34-38)
- « Les procédures alternatives ou complémentaires à la sanction en droit de la concurrence, Raison garder ! », *Concurrences* n° 4-2015, pp.61-83
- « La procédure *d'amicus curiae* : bilan en demi-teinte de la pratique européenne et française », *Concurrences* N°4-2012, pp.38-55.
- L'art (et les limites) du communiqué », in « Vers une refonte de la politique de sanctions en matière de concurrence : Le projet de communiqué de l'Autorité de la concurrence », *Concurrences* n°1-2011, n°34016, www.concurrences.com ;
- « La notion d'intérêt communautaire en droit européen de la concurrence", in « Approche critique du vocabulaire juridique européen », *LPA* 28 sept. 2009, pp.7-17 (écrit conjointement avec J. Vialens)
- « Regard sur le droit mou », avec B. Thullier, *Rev. de Jur. Comm.* janv. fév. 2006, p. 4 à 7
- « A propos du Règlement CE n° 1/2003 du 16 décembre 2002 relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 C.E. : une réelle décentralisation du droit de la concurrence?», *LPA* 20 mai 2003, p.7

Editoriaux

- * Feu le principe d'autonomie procédurale ? Editorial Revue Concurrences 2015-1
- * Dommages collatéraux ou Les effets inattendus de la nouvelle procédure française de transaction », Editorial Revue Concurrences n°1/2018

Préfaces

- Préface du manuel *Droit matériel européen des ententes*, de L. Desaunettes et E. Thomas, Éditions Lefebvre Sarrut – Bruylant 2019
- Préface du manuel *Droit matériel européen des abus de position dominante*, de L. Desaunettes et E. Thomas, Éditions Lefebvre Sarrut – Bruylant 2019
- Préface de la thèse d'Olivia Franco, LGDJ, bibl. de droit des entreprises en difficulté, Concurrences Bruylant 2016
- Préface de la thèse de Lauren Leblond, *Brevet et droit des pratiques anticoncurrentielles*, Concurrences Bruylant fév. 2014.
- Préface de la thèse de Sylvia Pietrini, *L'action collective en droit des pratiques anticoncurrentielles*, Bruylant-Larcier 2012 (1er prix revue Concurrences)
- Préface de la thèse de Dusan Popovic, *Le droit de la concurrence et les communications électroniques*, LDGJ 2009, coll. thèses

Chroniques

- à la Revue trimestrielle de droit commercial (depuis 1999). Droit interne de la concurrence (plus d'une centaine commentaires approfondis de décisions et arrêts et une cinquantaine de commentaires législatifs : cf *infra*)
- à l'Annuaire de droit européen (2017-2018)
- au Journal du droit International (Clunet). Droit européen de la concurrence (2015- 2018)
- à la revue Concurrences (2004-2008). Rubrique Ententes

Commentaires législatifs (dans le cadre de la chronique à la RTDCOM)

- Action de groupe et autres dispositions concurrence de la loi consommation : une dispositif singulier (loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation, RTDCOM avril-juin 2014, pp.339-354
- "L'injonction structurelle en Outre-mer : où le droit de la concurrence porte une atteinte difficilement justifiable au droit de propriété", *Petites affiches*, 29 octobre 2013 n° 216, P. 10.
- Les implications procédurales de loi du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique outre mer - 2^e volet. L'accès au dossier des autorités de concurrence : un cavalier législatif au secours (provisoire ?) de la clémence, *RTDCOM*. juill. sept. 2013 pp 512 à 517
- Les implications procédurales de la loi du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique outre mer - 1^{er} volet. L'injonction structurelle : une loi pour l'outre mer, un terrain d'expérimentation pour la métropole ?(Loi n° 2012-1270 du 20 nov. 2012 relative à la régulation économique outre mer, JO 21 nov. 2012), *RTDCOM*. juill. sept. 2013 pp.506 à 512
- Document cadre du 10 février 2012 sur les programmes de conformité aux règles de concurrence, *RTDCOM*. 2012, pp.312-317

- Communiqué de procédure du 10 février 2012 relatif à la non contestation des griefs : une procédure balisée et qui tend à se rapprocher de la procédure européenne de transaction, *RTDcom* 2012, pp. 304-311
- Projet de loi du 1^{er} juin 2011 renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs, art. 1^{er} (doc AN n° 3508) et Rapport fait au nom de la Commission des affaires économique présenté le 6 juill. 2011 par M. Daniel Fasquelle, député (doc AN n°3632). Vers la création d'une convention d'affiliation et la fin des barrières à la mobilité entre enseignes ?, *RTDcom*. Juill. Sept. 2011, pp.524-527
- Projet de communiqué sur la méthode de détermination de la sanction pécuniaire : un texte utile, mais perfectible, *RTDCom*. Janv. Mars 2011, p. 74-80
- La réforme de la régulation de la concurrence est achevée. Les décrets sont adoptés : le Paquet modernisation « à la française » (décrets des 10 et 17 février, 20 et 26 mars 2009) ; *RTDcom* juill./sept.2009, pp.557 à 565)
- La réforme de la régulation de la concurrence est achevée. Ratification de l'ordonnance du 13 nov. 2008 : une nouvelle loi tout aussi « cavalière » (loi du 12 mai 2009), *RTDcom* juill./sept.2009, pp.555-557
- Réformes du droit français de la concurrence : le grand jeu ? (2^{ème} partie) : Modernisation de la régulation de la concurrence (LME 4 août 2008 et ord. 13 nov.2008). La réforme institutionnelle et la réforme des concentrations, *RTDCom*. Janv./mars 2009, pp. 91 à 112
- Réformes du droit français de la concurrence : le grand jeu ? (1^{ère} partie suite). Réforme des relations commerciales (lois du 3 janvier 2008 et du 4 août 2008): les règles sur la transparence et les pratiques restrictives de concurrence sous les feux croisés des lois « pour la concurrence au service des consommateurs » et « de modernisation de l'économie », *RTDCom*. Oct- Déc. 2008, pp.701-719
- Réformes du droit français de la concurrence : le grand jeu ? (1^{ère} partie) Rapport de la Commission pour la libération de la croissance française, dit « rapport Attali » et Rapport de Madame Dominique Hagelsteen sur La négociabilité des tarifs et des conditions générales de vente, 12 février 2008, *RTDCom*. Oct- Déc. 2008 pp .698-701
- Communiqué de procédure du 17 avril 2007 relatif au programme de clémence français, : un communiqué remplace l'autre ! *RTDcom*. Avril/juin 2007, pp. 330-339
- Communiqué de procédure du 11 avril 2006 : le programme de clémence français, *RTDcom*. Juill./ sept. 2006, pp. 568-575
- Décret n°2005-1667 du 27 décembre 2005 (...) relatif aux recours exercés devant la Cour d'appel de Paris contre les décisions du Conseil de la concurrence : précisions procédurales , *RTDcom*. avril/ juin 2006, pp. 323-324
- Décret n° 2005-1756 du 30 décembre 2005 fixant la liste et le ressort des juridictions spécialisées en matière de concurrence, de propriété intellectuelle et de difficultés des entreprises: enfin l'avènement de tribunaux spécialisés en droit de la concurrence!, *RTDcom*. avril/juin 2006, pp. 322-323
- Loi n° 2005-882 du 2 août 2005 comportant diverses dispositions en faveur des petites et moyennes entreprises ; circulaire du 8 décembre 2005 relative aux relations commerciales, *RTDcom*. Janv. mars 2006, pp. 51-77
- Ordonnance n°2004-1173 du 4 nov. 2004 portant adaptation de certaines dispositions du code de commerce au droit communautaire de la concurrence, *RTDcom*. Janv./mars 2005, pp. 60-66
- Les concentrations inter-bancaires rejoignent le giron du droit de la concurrence (loi

n°20063-706 du 1er août 2003 sur la sécurité financière, art. 24 et 25), *RTDcom*. Oct. déc. 2003, pp. 718-721 ;

- Vers l'introduction officielle d'un seuil de sensibilité en droit français (loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 (...), *RTDcom*. Oct. déc. 2003, pp.716-718
- Les relations fournisseurs-distributeurs à nouveau sur la sellette : les marges arrières sont invitées à passer devant ! (Circulaire du 16 mai 2003 relative à la négociation commerciale entre fournisseurs et distributeurs), *RTDcom*. Oct. déc. 2003, pp.707-716
- Décret n°2002-689 du 30 avril 2002 fixant les conditions d'application du livre IV du code de commerce relatif à la liberté des prix et de la concurrence, *RTDcom*. Juill. /sept. 2002, pp. 462-473
- Loi du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques, *RTDcom*. Juill./Sept. 2001, pp.663
- Projet de loi sur les nouvelles régulations économiques (Droit des concentrations – Droit des pratiques restrictives), *RTDcom*. oct. déc. 2000, pp. 878-899
- Projet de loi sur les nouvelles régulations économiques (Autorités compétentes - Droit des pratiques anticoncurrentielles), *RTDcom* juill.- sept. 2000, pp. 606-619